

# Parole

Par [Laurent Joffrin](#) — 26 juillet 2017 à 20:46

- Parole

Édito

On peut toujours pinailler, chipoter, chinoiser, byzantiniser mais le fait est là : de toute évidence, la loi de moralisation en passe d'être votée à l'Assemblée est un progrès. Promise par le candidat Macron, solennisée par le non-candidat Bayrou, elle supprime plusieurs anomalies dérangeantes qui plaçaient les parlementaires sous le feu de la suspicion citoyenne. En faisant reculer le népotisme à la Fillon, en obligeant les élus nationaux à justifier leurs frais, en mettant sur la sellette la «réserve parlementaire», cette manne discrétionnaire qui était une source évidente de clientélisme met fin à des archaïsmes dommageables. Il faut une bonne dose d'outrance ou d'hypocrisie pour agiter le spectre d'une imaginaire «dictature de la vertu», d'une «transparence orwellienne», alors que c'est l'opacité et non la clarté qui porte atteinte à la réputation des élus. Sur l'essentiel, En marche tient parole : ce pas en avant mérite d'être salué. Reste le cas épineux du lobbying, abordé avec prudence pendant le précédent quinquennat et combattu pour l'instant à fleuret moucheté. Chaque profession, chaque entreprise, chaque groupe de pression a le droit de faire valoir ses intérêts et ses arguments auprès de la représentation nationale. Mais sous couvert d'information plus complète, de plaidoyer légitime, de sensibilisation objective, c'est tout un ensemble subreptice de pressions discrètes et de propagande à bas bruit qui dévie la volonté populaire et retarde ou annule des actions législatives hautement nécessaires. Il eût été sain et bénéfique de rendre transparents les liens, les contacts, les rencontres qui réunissent les représentants du peuple et ceux des groupes de pression. Voilà une marche qu'En marche n'a pas osé franchir. La discussion parlementaire n'est pas terminée : il n'est jamais trop tard pour encore mieux faire.

[Laurent Joffrin](#)